



- Parlementaires pour la non-prolifération nucléaire et le désarmement
- Observatoire des armements

Désarmement et non-prolifération nucléaire

n° 15 • 1-2016

Lettre d'information parlementaire

A lors que s'ouvre au sein de l'ONU un cycle de discussion pour « faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire », la commission de la défense et des forces armées de l'Assemblée nationale s'apprêterait à mettre en place une mission d'information « sur les enjeux technologiques et industriels du renouvellement des deux composantes de la dissuasion nucléaire », selon la lettre d'informations stratégiques TTU (n° 1006 du 3 février 2016).

Vers une mission d'information élargie aux enjeux politiques ?

Comme son nom l'indique, cette mission a pour objet de préparer une nouvelle modernisation des armes nucléaires (sous-marins de troisième génération, nouveau missile nucléaire aéroporté, etc.). Mais vu sous un seul angle : l'impact — forcément positif ! — de la dissuasion sur l'économie et l'excellence technologique de la France. Comme si de telles sommes investies dans d'autres domaines n'auraient pas également un impact positif sur l'économie et l'excellence technologique nationale...

Pourquoi les enjeux de la prolifération, de la sécurité internationale, des conséquences d'une utilisation (accidentelle ou volontaire), des coûts environnementaux et sociaux du développement des armes nucléaires ne sont-ils pas au programme d'une telle mission d'information ?

Au risque de passer à côté de son rôle, la mission d'information ne doit-elle pas être élargie à l'examen de ces enjeux politiques et stratégiques primordiaux avant toute décision de renouvellement ou non de l'arsenal nucléaire ?

Jean-Marie Collin & Patrice Bouveret

Actualité internationale

ÉTATS-UNIS

Fronde contre le futur missile de croisière nucléaire

Les sénateurs J. Markey (co-président du PNND), J. Merkley, P. Leahy, R. Wyden, D. Feinstein, B. Sanders et A. Franken ont exhorté le président Obama, par un courrier en date du 15 décembre 2015, d'annuler le projet de financement d'un nouveau missile de croisière air-sol (le *long range stand off - LRSO*) et son ogive nucléaire. 1 000 à 1 100 de ces missiles seraient commandés pour un coût estimé entre 20 et 30 milliards de dollars. Rappelant son discours de Prague et son engagement clair de mettre un terme à la Guerre froide, les sénateurs soulignent également que cette modernisation des forces violerait la *Nuclear Posture Review* de 2010 qui stipule que les programmes pour maintenir la dissuasion nucléaire « ne doivent pas engendrer de nouvelles missions militaires ou fournir de nouvelles capacités militaires ». « Produire un nouveau missile nucléaire rendrait notre pays moins sûr » affirment ces parlementaires qui craignent de voir se mettre en place une nouvelle escalade dans la course aux armements. Ils concluent : « Votre administration devrait plutôt se concentrer sur les capacités à maintenir notre économie et notre défense fortes tout en réduisant le rôle des armes nucléaires. » Il faut noter que le débat parlementaire — alimenté par des ONG (comme Global Zero) et des experts — est particulièrement intense sur ce sujet depuis que l'ancien secrétaire d'État, William Perry, a indiqué qu'annuler ce nouveau missile nucléaire viendrait « diminuer les risques d'utilisation d'arme nucléaire et serait une étape historique pour prendre la direction d'un monde sans armes nucléaires ».

<http://www.pnnd.org/sites/default/files/i/doc/Articles/2015-12-15-letter-new-nuclear-missile.pdf>



ITALIE

Déclaration des Droits de l'Humanité et arme nucléaire

Les parlementaires italiens ont, le 26 novembre 2015, adopté une résolution n°6-00178 dans laquelle ils demandent à leur gouvernement de faire une « proposition d'insertion » dans la « Déclaration Universelle des Droits de l'Humanité », que proposera François Hollande à l'Assemblée générale des Nations Unies en 2016. Sur une initiative du regroupement parlementaire Sinistra Italiana et Sinistra Ecologia Libertà, il a été inscrit que « la Chambre (des députés) engage le gouvernement pour l'inclusion d'une référence explicite à l'élimination de toute menace liée à une guerre nucléaire dans la Déclaration

Rencontres et sommets internationaux

Si en 2016 il n'y a pas de conférence du TNP (première session en 2017), il n'en reste pas moins que le désarmement et la non-prolifération nucléaires seront au cœur des multiples conférences et sommets qui vont se dérouler durant l'année :

- **Conférence du désarmement**, ONU, (janvier à septembre) Genève : malgré une CD en panne depuis 20 ans en raison de la règle du consensus, la France va tenter de rallier assez de partenaires pour lancer un processus de négociation d'un traité d'interdiction des matières fissiles. Toute la question est de savoir si ce traité peut voir le jour au sein de la Conférence du désarmement ou en dehors...
- **Groupe de travail à composition non limité** (OEWG) pour « faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire » (voir page 2).
- **4^e Sommet sur la sécurité nucléaire**, 30 mars-1^{er} avril, Washington : ce 4^e Sommet, sous l'ère Obama, sera principalement centré sur le risque de terrorisme nucléaire et le détournement de matières fissiles. À noter que des organisations (comme Nuclear Threat Initiatives) feront pression pour que les matières nucléaires militaires soient soumises à des règles de sécurité internationale.
- **Réunion des ministres des Affaires étrangères du G7**, Hiroshima, 10-11 avril : dans le cadre de sa politique pour susciter l'éveil des consciences sur les enjeux du désarmement nucléaire, le gouvernement japonais a prévu de faire visiter le Mémorial de la paix de la ville d'Hiroshima aux membres du G7 présents. Une seule question se pose : quelle attitude vont avoir les représentants des États-Unis, du Royaume-Uni et de la France ?
- **Ican International**, 30 avril-1^{er} mai, Genève : la Campagne mondiale pour abolir les armes nucléaires organise un séminaire — en marge du OEWG — pour discuter des moyens concrets permettant de débiter des négociations d'un traité interdisant les armes nucléaires.
- **Traité d'interdiction complète des essais nucléaires**, Otice, Vienne, 13-15 juin : 20 ans après sa mise à la signature, le Tice n'est toujours pas entré en vigueur en raison de l'absence de ratification par 8 États.
- **Sommet de l'Otan**, Varsovie, 8-9 juillet : suite au conflit en Ukraine et à la posture de la Russie sur la Crimée, la centralité de la politique nucléaire militaire de l'alliance devraient être renforcées.
- **71^e Assemblée générale de l'ONU**, New York, septembre : le OEWG remettra son rapport au Secrétaire général des Nations Unies.
- **Première commission de l'ONU**, New York, octobre : une nouvelle résolution devrait être votée en faveur de la reconduction d'un groupe de travail pour 2017, mettant en avant cette fois l'impérieuse nécessité de renforcer la norme juridique sur les armes nucléaires.

Universelle des Droits de l'Humanité ». C'est la première fois qu'un Parlement se saisit de cette Déclaration et la relie avec l'élimination des armes nucléaires ; une initiative qui risque de se répéter à travers le monde...

<http://documenti.camera.it/leg17/resoconti/assemblea/html/sed0530/stenografico.pdf>



CORÉE DU NORD

Réaction des parlementaires à l'essai nucléaire

Après l'annonce le 6 janvier par la Corée du Nord d'un essai nucléaire, de nombreux Parlements et membres du PNND à travers le monde ont émis des protestations : les Parlements sud-coréen et japonais ont adopté des résolutions condamnant cet essai et appelant à de nouvelles sanctions contre Pyongyang. Les députés et vice-présidents du PNND, Phil Goff, député de Nouvelle-Zélande et Natalia Diaz Quintana présidente de la commission des Affaires étrangères du Parlement costaricain, ont appelé à l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction des essais nucléaires et indiqué que « cet essai augmente la menace d'une guerre nucléaire. Des organisations internationales telles que les Nations Unies doivent contrôler cette question pour nous assurer qu'elle ne se développe pas en une véritable crise qui détruira notre planète ».



AFRIQUE

Séminaire sur la prolifération nucléaire pour les parlementaires

Le Parlement de la Côte d'Ivoire et l'Union interparlementaire organisent un séminaire ayant pour objet d'encourager les parlements nationaux africains à promouvoir la mise en œuvre de la résolution 1540 du Conseil de sécurité de l'ONU. Ce séminaire se déroulera à Abidjan, les 22 et 23 février 2016. Il permettra aux parlementaires africains de se pencher sur les risques de prolifération d'armes de destruction massive en Afrique, d'évaluer le contexte institutionnel de la résolution 1540, ses exigences et obligations et d'aborder les mécanismes nationaux et régionaux pour sa mise en œuvre.

RENSEIGNEMENTS : <http://www.ipu.org/splz-f/civ1540.htm>

INSCRIPTION : lm@ipu.org / ml@ipu.org

Du côté de la société civile

L'Homme qui a sauvé le monde

Le PNND France va co-organiser avec la vice-présidente de la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des forces armées, Madame Leïla Aichi, au Palais du Luxembourg le 17 mars 2016, une projection du film « L'Homme qui a sauvé le monde » suivi d'un débat avec le réalisateur Peter Anthony, le producteur Staberg Jakob, le directeur du PNND France/Monaco Jean-Marie Collin et Madame la Sénatrice.

INSCRIPTION : jeanmarie@pnnd.org

Le désarmement a commencé, salle XIX, ce 28 janvier 2016...

Conformément au vote par 138 États de la résolution « A/RES/70/33. Faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire » lors de la dernière Assemblée générale de l'ONU (voir *Lettre* n° 14) ; une session d'organisation du groupe de travail (OEWG) s'est tenue ce 28 janvier salle de conférence XIX du Palais des Nations à Genève. C'est donc un nouveau processus établi par les Nations Unies qui débute pour entreprendre un travail sur les mesures légales et normes juridiques. Ce groupe de travail ne comporte pas de mandat officiel de négociation, donc aucun traité ne sera issu de ses travaux, mais il permettra de voir quelle voie juridique sera la plus appropriée pour conclure, atteindre et maintenir un monde sans armes nucléaires. Cette première réunion avait pour objectif de formaliser :

- la nomination de l'ambassadeur de Thaïlande, Thani Thongphakdi, comme président du groupe de travail ;
- le calendrier des réunions (du 22 au 26 février, du 2 au 4 mai, du 9 au 13 mai) et trois jours, pendant la semaine du 22 au 26 août, permettront de rédiger le rapport final qui sera remis à la 71^e session de l'Assemblée générale de l'ONU.

Un programme de travail a également été approuvé, réparti comme suit :

- A - des mesures juridiques efficaces concrètes, les dispositions juridiques et les normes qui devront être conclues à atteindre et maintenir un monde sans armes nucléaires ;
- B - des recommandations sur d'autres mesures qui pourraient contribuer à la prise de négociations multilatérales en faveur du désarmement nucléaire y compris, mais sans s'y limiter :
 - (i) les mesures de transparence liées aux risques associés aux armes nucléaires existantes,

- (ii) des mesures visant à réduire et à éliminer tout risque d'utilisation de ces armes par accident, par erreur, sans autorisation ou à dessein,
- (iii) des mesures supplémentaires visant à mieux faire connaître et comprendre la complexité de la série de conséquences humanitaires qui résulteraient d'une explosion nucléaire.

Participants : l'appellation groupe de travail « ouvert » à toute son importance, car cela signifie que tous les États peuvent venir, contrairement à la Conférence du désarmement dont seulement 65 États sont membres, dont les 9 États dotés d'armes nucléaires. Cette première session informelle a vu la participation de 85 États, aucun représentant du P5 (États-Unis, Russie, France, Royaume-Uni, Chine) n'était présent. Notons, outre la participation des promoteurs de cette résolution (Mexique, Brésil, Irlande, Malte, Philippines...), la présence de l'Union européenne, Allemagne, Belgique, Pologne. Ouvert à la société civile, le PNND, Ican ou encore l'Unidir étaient présents.

Le P5 ne veut pas participer à ce groupe, c'est une décision commune et unanime. Les principales raisons invoquées sont la non prise en compte dans ces futures discussions des conditions de sécurité internationale et le risque du contournement des instances onusiennes du désarmement. Ce refus de dialogue est obligatoirement perçu comme un refus de vouloir aller vers un monde sans armes nucléaires par les 138 États qui ont voté la création de ce groupe. Dommage, car il n'est pas à en douter que la position de la France est différente de la posture nucléaire chinoise ; mais en jouant la carte de la solidarité du P5, la France doit s'attendre à être encore qualifiée de mauvais élève du désarmement nucléaire...

La dissuasion nucléaire en bref...

Atlantique 2 et la Fost... Cet équipement de l'aéronavale, essentiel pour les missions de la Force océanique stratégique (Fost), a réalisé « 1 173 heures en Opex dont 117 heures (10 %) avec le porte-avions. Le reste fut réalisé dans la bande sahélo-saharienne (54,1 %) ou depuis la base aérienne 104 aux Émirats arabes unis (35,9 %) ». Ces données sont issues d'une réponse au député François Cornut-Gentille. Reste à savoir combien d'heures l'Atlantique 2 a réalisé au profit de la Fost en 2014, pour faire une comparaison et connaître la réalité des missions de ce système.

La sécurité des matières nucléaires militaires : suite à une interpellation de l'organisation Initiatives pour le désarmement nucléaire/IDN (fondée par l'ancien ministre de la Défense Paul Quilès) sur le renforcement des mesures de sécurité autour des matières nucléaires militaires dans la perspective du 4^e Sommet sur la sécurité nucléaire (à Washington, en mars 2016) ; des parlementaires (dont M. Bocquet, membre du PNND) ont interpellé directement le ministre de la Défense qui a indiqué avoir « prescrit un examen particulier » sur ce sujet.

<http://www.idn-france.org/2015/11/renforcer-la-securite-des-matieres-nucleaires-militaires/>

Réflexion sur la dissuasion de François Heisbourg

(conseiller spécial à la Fondation pour la recherche stratégique de Paris), qui n'est pas connu pour son opposition à la dissuasion, révèle dans son dernier ouvrage : « Nous savons aujourd'hui que nous avons largement dû au hasard de ne pas avoir assisté à un cataclysme nucléaire tant furent nombreuses les sources d'un effondrement de la dissuasion ».

<http://www.editions-stock.fr/secretes-histoires-9782234061224>

Des ASMP-A sur le porte-avions Charles-de-Gaulle ?

La France, depuis la mi-novembre, déploie son porte-avions — porteur de la force aéronavale nucléaire — pour mener des missions de bombardement et de recueil de renseignements en Irak et en Syrie. Ce bâtiment emporte une flotte de Rafale Marine F3 (à double capacité), des armes conventionnelles, mais peut aussi transporter des missiles de croisières nucléaires ASMP-A. Depuis plusieurs années, il semble que le *Charles-de-Gaulle* n'emporte plus ce type d'armement à son bord. Mais en raison des multiples déclarations du Président de la République François Hollande sur la guerre et l'importance de l'arme nucléaire, il est légitime de se demander si cette situation a changé ?

PROPOSITION**Mission d'information sur la situation sociale en Polynésie suite aux essais nucléaires**

Entre 1966 et 1996, la France a procédé à 193 essais nucléaires en Polynésie française. 50 ans après le premier essai, la population en subit toujours les conséquences sur sa santé et son environnement. Son mode de vie, sa culture, ses relations économiques et politiques ont été bouleversés au point que 20 ans après la fin des essais, les Polynésiens restent sans réponse crédible sur les risques auxquels ils ont été exposés. En février 2016, l'association 193 a recueilli en Polynésie plus de 20 000 signatures à une pétition pour demander réparation à la France.

M/M^{me} le Député, M/M^{me} le Sénateur demande au Président de l'Assemblée nationale et du Sénat de mettre en place une mission d'information en Polynésie française pour faire le point sur la situation en Polynésie française au regard des essais nucléaires et des mesures prises par l'État en réparation des dommages subis.

QUESTION POUR LES PARLEMENTAIRES FRANCOPHONES**Participation au Groupe de travail de l'ONU**

Cette Lettre est envoyée à l'ensemble des parlementaires francophones, c'est pourquoi nous avons décidé de proposer une question qui peut être déposée par chacun dans son Parlement.

La résolution « A/RES/70/33. Faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire », votée par 138 États à l'Assemblée générale de l'ONU, met en place sur l'année 2016 un Groupe de travail à composition non limitée pour relancer le désarmement nucléaire. La première session informelle qui s'est tenue ce 28 janvier a permis de formaliser un agenda et d'élire l'ambassadeur de Thaïlande Thani Thongphakdi comme président.

M/M^{me} le Député(e) interroge M. le Ministre des Affaires étrangères sur la position que va aborder notre pays concernant la participation à ce Groupe de travail et sur les propositions d'action qu'il planifie de réaliser lors des différentes sessions.



Bons baisers de Moruroa
documentaire diffusé sur France 3
lundi 15 février 2016

Dans ce nouveau documentaire — réalisé par Larbi Benchiha —, nous apprenons que des années après les essais nucléaires, les radiations subies par les personnels et les populations peuvent engendrer des malformations génétiques qui vont se transmettre de génération en génération. « Mon plus grand regret, c'est d'avoir contaminé mes filles et, peut-être, mes petits-enfants », témoigne ainsi, par exemple, Florence qui a effectué plusieurs séjours à Moruroa. Un travail remarquable. À voir absolument.

DIFFUSÉ LE LUNDI 15 FÉVRIER À 23H40 SUR FRANCE 3 BRETAGNE, NORMANDIE, PARIS ÎLE-DE FRANCE ET CENTRE-VAL DE LOIRE.

DISPONIBLE ÉGALEMENT VIA INTERNET :
HTTP://FRANCE3-REGIONS.FRANCETVINFO.FR/BRETAGNE/
HTTP://LARBI.BENCHIHA.CHEZ.COM/INDEX.HTML

Retrouvez les numéros de la Lettre sur :

<http://www.pnnd.org/pnnd-france-lettre-d-information-parlementaire>

NOUS SUIVRE SUR TWITTER :



@obsarm

@jmc_nonukes



L'Observatoire des armements et le PNND France sont membres du comité de pilotage d'ICAN France - Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires lancée en 2007. Présente dans 95 pays, elle regroupe 424 organisations non-gouvernementales partenaires — dont 64 en France.

POUR EN SAVOIR PLUS : www.icanfrance.org et www.icanw.org/



Le réseau des **Parlementaires pour la Non-prolifération Nucléaire et le Désarmement (PNND)**, est un forum international non partisan pour les législateurs. Ce réseau mondial (Australie, Allemagne, États-Unis, Finlande, France, Israël, Jordanie, Japon, Kazakhstan, Norvège, Royaume-Uni, Pakistan...) réunit

plus de 800 parlementaires (19 en France) provenant de plus de 80 pays. Le PNND offre une variété de forums, d'initiatives, dans lesquels les législateurs peuvent apprendre les uns des autres à collaborer sur des mesures nationales, régionales et internationales. Il s'agit notamment de conférences, de newsletters, de séminaires et de contacts entre collègues parlementaires dans le but d'empêcher la prolifération et pour parvenir au désarmement nucléaire.

PLUS D'INFORMATION SUR LE PNND : www.pnnd.org

CONTACT : Jean-Marie Collin, directeur France PNND,
jeanmarie@pnnd.org • 06 37 94 62 41



L'**Observatoire des armements** est un centre indépendant d'expertise et de documentation, ouvert au public, créé en 1984. Les activités de recherche

de l'Observatoire des armements sont centrées plus particulièrement sur deux axes : les transferts et l'industrie d'armement ; les armes nucléaires et leurs conséquences. Pour faire connaître son activité et ses travaux de recherche, l'Observatoire publie une lettre d'information trimestrielle, *Damoclès*, ainsi que des études et des ouvrages comme *Exigez ! un désarmement nucléaire total*, avec Stéphane Hessel et Albert Jacquard. Au fil des années, l'Observatoire des armements est devenu un interlocuteur incontournable et un centre ressource pour les médias, les responsables politiques, les chercheurs, la société civile, tant français qu'étrangers.

PLUS D'INFORMATION SUR L'OBSERVATOIRE : www.obsarm.org

CONTACT : Patrice Bouveret, directeur,
patricebouveret@obsarm.org • 04 78 36 93 03